Article 3

Montant maximum

Chaque Administration a la faculté de limiter le montant maximum des virements qu'un titulaire peut ordonner, soit dans une journée, soit au cours d'une période déterminée.

Article 4

Taxes

1. — La taxe d'un virement ne doit pas dépasser un pour mille de la somme virée, chaque Office ayant d'ailleurs la faculté d'arrondir les fractions selon les convenances de son système monétaire. Cette taxe peut comporter un minimum de perception, sans que ce minimum puisse excéder 20 centimes.

2. — L'inscription d'un virement au crédit d'un compte courant postal ne doit pas être soumise à une taxe supérieure à celle qui serait éventuellement perçue pour une même opération dans le service intérieur.

Article 5

Franchise de taxe

Sont exempts de toute taxe, les virements d'office relatifs au service qui sont échangés entre les Administrations ou entre leurs bureaux.

Il en est de même des plis revêtus de la mention « Extrait de compte de chèque postal » adressés par les bureaux de chèques postaux à leurs titulaires de comptes résidant dans tout Pays de l'Union.

Article 6

Avis de virements

1. — Le titulaire de compte doit joindre un avis à tout ordre de virement.

Le verso de cet avis peut être utilisé pour des communications particulières destinées au bénéficiaire. Chaque Office a la faculté de percevoir, de ce chef, une taxe sur le titulaire du compte débité, à condition que cette taxe existe dans son service intérieur.

2. — Les avis de virements sont remis, sans frais, aux bénéficiaires.

Article 7

Échange des listes de virements

Les Administrations se communiquent les virements au moyen de listes une fois par jour ouvrable. Toutefois, elles peuvent s'entendre en vue de grouper dans une même liste les totaux de plusieurs journées.

Les avis de virements destinés aux titulaires de comptes à créditer sont joints aux listes.

Sauf arrangement contraire, le montant des virements est exprimé en monnaie du Pays de destination sur les listes et sur les avis de virements.

Artikel 3

Meistbetrag

Jede Verwaltung kann einen Meistbetrag festsetzen, bis zu dem ein Postscheckkunde an einem Tage oder in einem bestimmten Zeitraum Überweisungen in Auftrag geben kann.

Artikel 4

Gebühren

1. Die Gebühr für eine Überweisung darf 1 vom Tausend des überwiesenen Betrags nicht übersteigen; Teilbeträge kann jede Verwaltung nach den Erfordernissen ihrer Währung abrunden. Für die Gebühr kann ein Mindestbetrag festgesetzt werden, der indes nicht über 20 Centimen hinausgehen darf.

2. Für die Gutschrift einer Überweisung auf ein Postscheckkonto darf keine höhere Gebühr berechnet werden, als für eine gleiche Buchung im Inland festgesetzt ist.

Artikel 5

Gebührenfreiheit

Dienstliche Überweisungen, die zwischen den Postverwaltungen oder ihren Postanstalten ausgetauscht werden, sind gebührenfrei.

Dasselbe gilt von Briefen mit der Angabe »Auszug aus dem Postscheckkonto« (»Extrait de compte de chèque postal«), die die Postscheckämter an ihre Postscheckkunden versenden, gleichviel in welchem Vereinsland diese wohnen.

Artikel 6

Gutschriftzettel

1. Der Postscheckkunde muß jedem Überweisungsauftrag einen Gutschriftzettel beifügen.

Die Rückseite dieses Gutschriftzettels darf zu besonderen Mitteilungen für den Empfänger benutzt werden. Jede Verwaltung kann hierfür vom Inhaber des belasteten Kontos eine Gebühr erheben, falls eine solche auch in ihrem inneren Verkehr besteht.

2. Die Gutschriftzettel werden den Empfängern kostenlos zugestellt.

Artikel 7

Austausch der Überweisungslisten

Die Verwaltungen teilen sich die Überweisungen werktäglich einmal durch Listen mit. Sie können indes vereinbaren, die Überweisungen für mehrere Tage in einer Liste zusammenzufassen.

Die Gutschriftzettel für die Empfänger werden den Listen beigefügt.

Der Überweisungsbetrag wird in den Listen und in den Gutschriftzetteln vorbehaltlich abweichender Vereinbarung in der Währung des Bestimmungslandes angegeben.

Article 8

Bureaux d'échange

Les Administrations se notifient réciproquement les noms des bureaux de chèques qu'elles ont désignés pour l'échange des listes de virements.

CHAPITRE III

Annulation. Réclamations

Article 9

Annulation des ordres de virements

Les ordres de virements peuvent être annulés par le titulaire du compte débité tant que l'inscription au crédit du compte bénéficiaire n'a pas été effectuée.

Les demandes d'annulation sont admises dans les conditions fixées par chaque Administration dans son service intérieur ; elles doivent être adressées par le titulaire de compte à l'Office auquel il a donné l'ordre de virement.

Article 10

Réclamations

1. — La réclamation concernant l'exécution d'un ordre de virement doit être adressée par le titulaire du compte débité à l'Administration à laquelle il a donné l'ordre, sauf le cas où il a autorisé le bénéficiaire à s'entendre avec l'Administration qui tient le compte de celui-ci.

2. — Il peut être perçu pour la réclamation concernant un ordre de virement un droit égal à celui auquel donne lieu la réclamation d'un objet de correspondance.

Ce droit est restitué si l'ordre de virement n'a pas été exécuté par suite d'une faute de service.

3. — La réclamation n'est admise que dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour où l'ordre de virement a été donné.

CHAPITRE IV

Responsabilité

Article 11

Étendue de la responsabilité

1. — Les Administrations sont responsables des erreurs commises par leur service dans les inscriptions des virements au crédit des comptes courants postaux, ainsi que des indications erronées fournies par elles sur les listes de virements qu'elles transmettent aux autres Administrations.

2. — La responsabilité est limitée au remboursement du montant du virement.

3. — Les Administrations ne sont tenues à aucune responsabilité du chef des retards qui peuvent se produire dans la transmission et l'exécution des ordres de virements.

Artikel 8

Vermittlungsanstalten

Die Verwaltungen teilen sich gegenseitig die Namen der Postscheckämter mit, die sie mit dem Austausch der Überweisungslisten beauftragt haben.

Kapitel III

Zurückziehen von Überweisungsaufträgen. Nachfragen

Artikel 9

Zurückziehen von Überweisungsaufträgen

Der Inhaber des belasteten Kontos kann Überweisungsaufträge zurückziehen, solange diese dem Konto des Empfängers nicht gutgeschrieben sind.

Die Zurückziehungsanträge werden von jeder Verwaltung wie diejenigen ihres inneren Verkehrs behandelt; der Postscheckkunde hat die Anträge an die Verwaltung zu richten, die er mit der Überweisung beauftragt hat.

Artikel 10

Nachfragen

1. Nachfragen wegen Ausführung eines Überweisungsauftrags hat der Inhaber des belasteten Kontos an die Verwaltung zu richten, der er den Auftrag erteilt hat, es sei denn, daß er den Empfänger ermächtigt hat, sich mit der Verwaltung auseinanderzusetzen, die dessen Konto führt.

2. Für die Nachfrage wegen eines Überweisungsauftrags kann eine Gebühr in Höhe der Gebühr für die Nachfrage nach einer Briefsendung erhoben werden.

Diese Gebühr wird erstattet, wenn der Überweisungsauftrag infolge eines dienstlichen Versehens nicht ausgeführt worden ist.

3. Nachfragen sind nur binnen Jahresfrist zulässig, vom Tage nach Erteilung des Auftrags an gerechnet.

Kapitel IV

Verantwortlichkeit

Artikel 11

Umfang der Verantwortlichkeit

1. Die Verwaltungen sind für Fehler verantwortlich, die bei der Gutschrift von Überweisungen auf Postscheckkonten in ihrem Dienstbereich gemacht worden sind, ebenso für unrichtige Angaben in den Überweisungslisten, die an andere Verwaltungen übermittelt worden sind.

2. Die Haftpflicht bleibt auf die Erstattung des Betrags der Überweisung beschränkt.

3. Die Verwaltungen haften nicht für Verzögerung in der Übermittlung oder Ausführung der Überweisungsaufträge.

Article 12

Détermination de la responsabilité

La responsabilité incombe à l'Administration dans le service de laquelle l'erreur a été commise. Lorsque l'erreur est imputable aux deux Administrations, elles contribuent au remboursement par parts égales.

Article 13

Remboursement des sommes dues au réclamant

L'obligation de rembourser la somme due au réclamant incombe à l'Administration saisie de la réclamation, sous réserve de l'exercice de son droit de recours contre l'Administration responsable.

Le remboursement doit avoir lieu dès que la responsabilité du service a été établie.

L'Administration présumée responsable qui, après une mise en demeure, n'a pas répondu dans un délai de six mois est considérée comme ayant reconnu tacitement sa responsabilité.

Article 14

Remboursement à l'Administration créancière

L'Administration responsable est tenue de désintéresser l'Administration qui a effectué le remboursement dans un délai de deux mois après réception de la notification du remboursement. L'Administration débitrice est redevable d'un intérêt de sept pour cent l'an, à partir de l'échéance dudit délai.

CHAPITRE V

Comptabilité

Article 15

Attribution des taxes

Chaque Office garde en entier les taxes qu'il a perçues.

Article 16

Décompte des sommes virées. Établissement des soldes et des intérêts

1. — Les Offices dressent, pour chaque jour ouvrable et pour chaque Pays participant, un compte sur lequel sont récapitulés les totaux des listes de virements reçues et expédiées.

2. — Le règlement de ces comptes est basé sur le principe de la compensation réciproque. A cet effet, et sauf arrangement contraire, la créance la plus faible est convertie en monnaie de la créance la plus forte calculée d'après la moyenne arithmétique des cours du change cotés officiellement aux bourses ou aux banques spécialement désignées par chaque Pays intéressé.

L'Office qui, pour une raison quelconque, ne désire pas faire application de la compensation réciproque peut déclarer qu'il se libérera de la totalité des sommes dues.

Artikel 12

Feststellung der Verantwortlichkeit

Verantwortlich ist die Verwaltung, in deren Dienstbereich der Fehler gemacht worden ist. Liegt ein Verschulden beider Verwaltungen vor, so tragen sie zu gleichen Teilen zur Ersatzleistung bei.

Artikel 13

Zahlung der geschuldeten Beträge an den Antragsteller

Die Zahlung des geschuldeten Betrags an den Antragsteller liegt der Verwaltung ob, bei der der Anspruch angemeldet ist. Diese Verwaltung hat indes das Recht des Rückgriffs gegen die verantwortliche Verwaltung.

Der geschuldete Betrag ist zu zahlen, sobald die Haftpflicht der Post festgestellt ist.

Wenn eine für verantwortlich gehaltene Verwaltung eine Zahlungsaufforderung sechs Monate lang unbeantwortet läßt, wird angenommen, daß sie ihre Haftpflicht stillschweigend anerkannt hat.

Artikel 14

Erstattung an die Gläubigerverwaltung

Die verantwortliche Verwaltung hat die Verwaltung, die Ersatz geleistet hat, binnen 2 Monaten nach Empfang der Nachricht von der Zahlung zu entschädigen. Vom Ablauf dieser Frist an hat die schuldende Verwaltung den Betrag mit jährlich 7 v H zu verzinsen.

Kapitel V

Gebührenbezug und Abrechnung

Artikel 15

Gebührenbezug

Jede Verwaltung behält unverkürzt die Gebühren, die sie erhoben hat.

Artikel 16

Abrechnung über die überwiesenen Beträge. Feststellung der Restschuldbeträge und der Zinsen.

1. Die Verwaltungen stellen für jeden Werktag und für jedes teilnehmende Land eine Abrechnung auf, in der die Gesamtbeträge der empfangenen und der abgesandten Überweisungslisten angegeben werden.

2. Die Beträge der Abrechnungen werden grundsätzlich gegeneinander aufgerechnet. Zu diesem Zwecke wird vorbehaltlich abweichender Vereinbarung die geringere Forderung in die Währung der größeren Forderung umgewandelt. Als Umrechnungskurs gilt das arithmetische Mittel der Kurse, die an den Börsen oder durch die von jedem beteiligten Lande besonders bestimmten Banken amtlich festgesetzt sind.

Eine Verwaltung, die aus irgendeinem Grunde die gegenseitige Aufrechnung nicht anwenden will, kann erklären, daß sie den Gesamtbetrag ihrer Schuld zahlen wird.

3. — La compensation est effectuée journellement. Toutefois, les Offices peuvent s'entendre en vue de grouper dans un même décompte les totaux de plusieurs journées.

4. — Le solde résultant de chaque compte est productif d'intérêt à partir d'un délai et à un taux fixés d'un commun accord par les Offices des Pays contractants. Le taux de cet intérêt ne peut excéder cinq pour cent l'an.

Article 17

Payement des soldes. Intérêts moratoires

1. — En vue du payement des soldes, chaque Office peut entretenir d'une manière quelconque auprès de l'Office d'un Pays contractant un avoir en monnaie de ce Pays. Si cet avoir ne suffit pas pour exécuter les ordres donnés, les virements sont néanmoins portés au credit des comptes des bénéficiaires.

L'avoir peut servir également au règlement des soldes débiteurs de tous autres comptes postaux, télégraphiques ou téléphoniques. Il ne peut, en aucun cas, recevoir une affectation autre sans le consentement de l'Office qui l'a constitué.

2. — L'Office créancier a le droit d'exiger en tout temps le payement des soldes. Le cas échéant, il fixe la date à laquelle le payement devra être effectué, en tenant compte des délais de distance. Si l'Office débiteur n'a pas effectué le payement à la date fixée, le taux de l'intérêt prévu au § 4 de l'article précédent est augmenté de deux pour cent l'an à compter du sixième jour qui suit cette date.

Article 18

Compte général trimestriel

A la fin de chaque trimestre, chaque Office créancier transmet aux Offices débiteurs, pour approbation, une récapitulation générale des comptes journaliers, des acomptes payés et, le cas échéant, des intérêts mis en compte. Le solde du compte général trimestriel est reporté sur le trimestre suivant.

CHAPITRE VI

Dispositions diverses

Article 19

Liste des titulaires de comptes

Les titulaires de comptes peuvent obtenir, par l'intermédiaire de l'Office qui tient leurs comptes, les listes de titulaires publiées par les autres Offices, aux prix déterminés par ceux-ci dans leur service intérieur.

Les Offices se livrent réciproquement, à titre gratuit, les listes nécessaires pour les besoins du service.

3. Die Beträge werden täglich gegeneinander aufgerechnet, doch können die Verwaltungen vereinbaren, daß in einer Abrechnung das Endergebnis mehrerer Tage zusammengefaßt wird.

4. Der Restschuldbetrag ist nach Vereinbarung zwischen den Verwaltungen der vertragschließenden Länder von einem bestimmten Zeitpunkt an und zu einem bestimmten Satze zu verzinsen. Der Zinsfuß darf jährlich 5 v H nicht übersteigen.

Artikel 17

Zahlung der Restschuldbeträge. Verzugszinsen

1. Zur Zahlung der Restschuldbeträge kann jede Verwaltung bei der Verwaltung eines anderen vertragschließenden Landes in irgendeiner Form ein Guthaben in der Währung dieses Landes unterhalten. Reicht das Guthaben nicht aus, um die erteilten Aufträge auszuführen, so werden die Überweisungen gleichwohl den Konten der Empfänger gutgeschrieben.

Aus dem Guthaben können auch Schuldbeträge aus anderen Abrechnungen des Post-, Telegraphen- oder Fernsprechdienstes beglichen werden. Ohne Zustimmung der Verwaltung, die das Guthaben unterhält, darf in keinem Falle anderweit darüber verfügt werden.

2. Die Gläubigerverwaltung kann jederzeit die Zahlung der ihr zustehenden Beträge verlangen. Gegebenenfalls setzt sie unter Berücksichtigung der Entfernungen den Zeitpunkt fest, an dem die Zahlung zu leisten ist. Zahlt die schuldende Verwaltung nicht zu dem festgesetzten Zeitpunkt, so erhöht sich der im § 4 des vorangehenden Artikels vorgesehene Zinsfuß um jährlich 2 v H, und zwar vom sechsten Tage nach diesem Zeitpunkt an.

Artikel 18

Vierteljährliche Hauptabrechnung

Am Ende jedes Vierteljahrs übersendet jede Gläubigerverwaltung den schuldenden Verwaltungen eine Hauptzusammenstellung der täglichen Abrechnungen, der geleisteten Abschlagszahlungen und der etwa in Rechnung gestellten Zinsen zum Anerkenntnis. Der Restbetrag aus der vierteljährlichen Hauptabrechnung wird auf das folgende Vierteljahr übertragen.

Kapitel VI

Verschiedene Bestimmungen

Artikel 19

Verzeichnis der Postscheckkunden

Die Postscheckkunden können durch Vermittlung der Verwaltung, die ihr Konto führt, die von den anderen Verwaltungen herausgegebenen Verzeichnisse der Postscheckkunden zu den von diesen Verwaltungen für das Inland festgesetzten Preisen beziehen.

Die Verwaltungen liefern sich gegenseitig kostenfrei die zum Dienstgebrauch erforderlichen Verzeichnisse.

Article 20

Application des dispositions d'ordre général de la Convention

Les dispositions d'ordre général qui figurent aux titres I et II de la Convention sont applicables aux virements postaux, à l'exception, toutefois, des prescriptions faisant l'objet de l'article 7.

Article 21

Approbation des propositions faites dans l'intervalle des réunions

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des réunions (art. 18 et 19 de la Convention) doivent réunir:

a) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions de l'Arrangement et de son Règlement;

b) la majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de l'Arrangement et du Règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage.

Dispositions finales

Article 22

Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1er octobre 1925 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Suède et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

Artikel 20

Anwendung der allgemeinen Bestimmungen des Hauptvertrags

Die allgemeinen Bestimmungen in den Abschnitten I und II des Hauptvertrags gelten mit Ausnahme der Bestimmungen des Artikels 7 auch für den Postüberweisungsverkehr.

Artikel 21

Annahme von Vorschlägen in der Zeit zwischen den Versammlungen

Die Vorschläge, die in der Zeit zwischen den Versammlungen eingebracht werden (Art. 18 und 19 des Hauptvertrags), gelten als angenommen, wenn sie erhalten:

a) zwei Drittel der Stimmen bei Aufnahme neuer Bestimmungen oder bei Änderung von Bestimmungen des Abkommens und seiner Vollzugsordnung;

b) einfache Stimmenmehrheit bei Auslegung der Bestimmungen des Abkommens und der Vollzugsordnung; ein Streitfall, der schiedsgerichtlicher Entscheidung unterliegt, bleibt jedoch hiervon ausgeschlossen.

Schlußbestimmungen

Artikel 22

Inkrafttreten und Dauer des Abkommens

Dieses Abkommen soll am 1. Oktober 1925 in Kraft treten und für unbestimmte Zeit gelten.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten der vorbezeichneten Länder dieses Abkommen in einem Stück unterzeichnet, das in dem Archiv der schwedischen Regierung niedergelegt und von dem jedem Teile eine Abschrift zugestellt werden wird.

Geschehen zu Stockholm, am 28. August 1924.

Pour l'Albanie:
David Bjurström

Pour l'Allemagne:
W. Schenk
K. Orth

Pour l'Autriche:
Julius Juhlin
Gustaf Kihlmark
Gunnar Lager
Thore Wennqvist

Pour la Belgique:
A. Pirard
Hub. Krains
O. Schockaert

Pour la Bolivie:
Mto. Urriolagoitia H

Pour la République de Cuba:
José D. Morales Diaz
César Carvallo

Pour le Danemark:
C. Mondrup
Holmblad

Pour la Ville Libre de Dantzig:
Dr. Alfred Wysocki
Dr. Marjan Blachier

Pour l'Espagne:
El Conde de San Esteban de Cañongo
José Moreno Pineda
A. Camacho

Pour les Colonies Espagnoles:
Martin Vicente Salto

Pour la France:
M. Lebon
Robert Hicguet
A. Body
Douarche
G. Béchel

Pour l'Algérie:
H. Treuillé

Pour la Grèce:
Penthéroudakis
J. Lachnidakis

Pour la Hongrie:
O. de Fejér
G. Baron Szalay

Pour l'Italie:
Luigi Picarelli
Paolo Riello
Giovanni Bartoli

Pour l'ensemble des Colonies Italiennes:
Luigi Picarelli
Paolo Riello
Giovanni Bartoli

Pour le Japon:
S. Komori
H. Kawai
H. Makino

Pour le Chosen:
S. Komori
R. Takahashi

Pour l'ensemble des autres Dépendances Japonaises:
K. Sugino
H. Kawai

Pour la Lithuanie:
I. Jurkunas-Scheynius
Adolfas Sruoga

Pour le Luxembourg:
Jaaques

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone Espagnole):
F. Gentil
Walter

Pour le Maroc (Zone Espagnole):
El Conde de San Esteban de Cañongo
José Moreno Pineda
A. Camacho

Pour les Pays-Bas:
Schreuder
J. S. v. Gelder
J. M. Lamers

Pour la Pologne:
Dr. Alfred Wysocki
Dr. Marjan Blachier

Pour le Portugal:
Henrique Mousinho D'Albuquerque
Adalberto Da Costa Veiga

Pour les Colonies Portugaises de l'Afrique:
Juvenal Elvas Floriado Santa Barbara

Pour les Colonies Portugaises de l'Asie et de l'Océanie:
Joaquim Pires Ferreira Chaves

Pour la Roumanie:
George Lecca

Pour la République de St-Marin:
Percival Kalling

Pour le Territoire de la Sarre:
P. Courtilet

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
Dragutin Dimitrijević
Sava Tutundžić
Miloš Kovačević
Stojša Krbavac

Pour la Suède:
Julius Juhlin
Gustaf Kihlmark
Gunnar Lager
Thore Wennqvist

Pour la Suisse:
P. Dubois
C. Roches

Pour la Tchécoslovaquie:
JuDr. Otokar Růžička
Joseph Zábrodský

Pour la Tunisie:
F. Gentil
Barbarat

Pour les États-Unis de Vénézuela:
Luis Alejandro Aguilar

Protocole final

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement concernant les virements postaux conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

Article unique

Par dérogation aux dispositions de l'article 13 de la Convention, chaque Pays contractant notifiera aux autres Pays adhérents la date à partir de laquelle il mettra le service des virements postaux en application.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans le texte même de l'Arrangement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Suède et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

Schlußprotokoll

Im Begriff, zur Unterzeichnung des heute abgeschlossenen Postüberweisungsabkommens zu schreiten, sind die unterzeichneten Bevollmächtigten über folgendes übereingekommen:

Einziger Artikel

Abweichend von den Bestimmungen des Artikels 13 des Hauptvertrags wird jedes vertragschließende Land den anderen teilnehmenden Ländern den Tag mitteilen, an dem es den Postüberweisungsdienst aufnehmen wird.

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten dies Protokoll aufgenommen, das dieselbe Kraft und dieselbe Gültigkeit haben soll, als wenn die in ihm enthaltenen Bestimmungen in dem Abkommen, auf das es sich bezieht, selbst ständen, und haben das Protokoll in einem Stück unterzeichnet, das im Archiv der schwedischen Regierung niedergelegt und von dem jedem Teile eine Abschrift zugestellt werden wird.

Geschehen zu Stockholm, am 28. August 1924.

Pour l'Albanie:
David Bjurström

Pour l'Allemagne:
W. Schenk
K. Orth

Pour l'Autriche
Julius Juhlin
Gustaf Kihlmark
Gunnar Lager
Thore Wennqvist

Pour la Belgique:
A. Pirard
Hub. Krains
O. Schockaert

Pour la Bolivie:
Mto. Urriolagoitia H

Pour la République de Cuba:
José D. Morales Diaz
César Carvallo

Pour le Danemark:
C. Mondrup
Holmblad

Pour la Ville Libre de Dantzig:
Dr. Alfred Wysocki
Dr. Marjan Blachier

Pour l'Espagne:
El Conde de San Esteban de Cañongo
José Moreno Pineda
A. Camacho

Pour les Colonies Espagnoles:
Martin Vicente Salto

Pour la France:
M. Lebon
Robert Hicguet
A. Body
Douarche
G. Béchel

Pour l'Algérie:
H. Treuillé

Pour la Grèce:
Penthéroudakis
J. Lachnidakis

Pour la Hongrie:
O. de Fejér
G. Baron Szalay

Pour l'Italie:
Luigi Picarelli
Paolo Riello
Giovanni Bartoli

Pour l'ensemble des Colonies Italiennes:
Luigi Picarelli
Paolo Riello
Giovanni Bartoli

Pour le Japon:
S. Komori
H. Kawai
H. Makino

Pour le Chosen:
S. Komori
R. Takahashi

Pour l'ensemble des autres Dépendances Japonaises:
K. Sugino
H. Kawai

Pour la Lithuanie:
I. Jurkunas-Scheynius
Adolfas Sruoga

Pour le Luxembourg:
Jaaques

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone Espagnole):
F. Gentil
Walter

Pour le Maroc (Zone Espagnole):
El Conde de San Esteban de Cañongo
José Moreno Pineda
A. Camacho

Pour les Pays-Bas:
Schreuder
J. S. v. Gelder
J. M. Lamers

Pour la Pologne:
Dr. Alfred Wysocki
Dr. Marjan Blachier

Pour le Portugal:
Henrique Mousinho D'Albuquerque
Adalberto Da Costa Veiga

Pour les Colonies Portugaises de l'Afrique:
Juvenal Elvas Floriado Santa Barbara

Pour les Colonies Portugaises de l'Asie et de l'Océanie:
Joaquim Pires Ferreira Chaves

Pour la Roumanie:
George Lecca

Pour la République de St-Marin:
Percival Kalling

Pour le Territoire de la Sarre:
P. Courtilet

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
Dragutin Dimitrijević
Sava Tutundžić
Miloš Kovačević
Stojša Krbavac

Pour la Suède:
Julius Juhlin
Gustaf Kihlmark
Gunnar Lager
Thore Wennqvist

Pour la Suisse:
P. Dubois
C. Roches

Pour la Tchécoslovaquie:
JuDr. Otokar Ružička
Joseph Zábrodský

Pour la Tunisie:
F. Gentil
Barbarat

Pour les États-Unis de Vénézuela:
Luis Alejandro Aguilar

(Übersetzung)

Union postale universelle

Weltpostverein

Arrangement concernant les recouvrements

Postauftragsabkommen

Table des Matières

Inhaltsverzeichnis

CHAPITRE I

Disposition préliminaire

Art. 1 Conditions de l'échange des valeurs à recouvrer 108

CHAPITRE II

Objet du service

Art. 2 Valeurs admises à l'encaissement 108
3 Protêts 109

CHAPITRE III

Dépôt des valeurs à recouvrer

Art. 4 Énoncé du montant des valeurs 109
5 Dépôt des valeurs. Taxe de l'envoi 109
6 Nombre et montant maximum des valeurs..... 109
7 Interdictions 109

CHAPITRE IV

Encaissement des valeurs

Art. 8 Non-acceptation de payements partiels..... 110
9 Droits d'encaissement et de présentation 110
10 Transmission du montant encaissé..... 110
11 Renvoi des valeurs non recouvrées 110

CHAPITRE V

Retrait et rectifications. Réexpédition et renvoi. Réclamations

Art. 12 Retrait des recouvrements. Rectification du bordereau 111
13 Réexpédition. Valeurs mal dirigées 111
14 Renvoi des valeurs irrécouvrables 111
15 Réclamations 111

CHAPITRE VI

Responsabilité. Mandats de recouvrement

Art. 16 Responsabilité en cas de perte de l'envoi ou des valeurs 112
17 Garantie des sommes recouvrées régulièrement 112
18 Application de dispositions spéciales à la Convention 112
19 Cas de retard 112

CHAPITRE VII

Dispositions diverses

Art. 20 Attribution des taxes 113
21 Bureaux participant au service 113
22 Application des dispositions d'ordre général de la Convention 113
23 Approbation des propositions faites dans l'intervalle des réunions 113

Dispositions finales

Art. 24 Mise à exécution et durée de l'Arrangement .. 114

Kapitel I

Einleitende Bestimmung

Art. 1 Bedingungen des Postauftragsverkehrs 108

Kapitel II

Gegenstand des Dienstes

Art. 2 Zur Einlösung zugelassene Wertpapiere..... 108
3 Proteste 109

Kapitel III

Annahme der Postaufträge

Art. 4 Angabe des Betrags der Postauftragspapiere 109
5 Einlieferung. Gebühr für den Postauftragsbrief... 109
6 Zahl und Meistbetrag der Postauftragspapiere..... 109
7 Verbote 109

Kapitel IV

Einlösung der Postauftragspapiere

Art. 8 Unzulässigkeit von Teilzahlungen..... 110
9 Einziehungs- und Vorzeigegebühren..... 110
10 Übermittlung des eingezogenen Betrags 110
11 Rücksendung nicht eingelöster Postauftragspapiere... 110

Kapitel V

Zurückziehen und Berichtigen von Postaufträgen. Nach- und Rücksendung. Nachfragen.

Art. 12 Zurückziehen von Postaufträgen. Berichtigen des Postauftragsvordrucks 111
13 Nachsendung. Unrichtig geleitete Postauftragspapiere 111
14 Rücksendung der nicht einlösbaren Postauftragspapiere 111
15 Nachfragen 111

Kapitel VI

Verantwortlichkeit. Postauftrags-Postanweisungen

Art. 16 Verantwortlichkeit bei Verlust des Postauftragsbriefs oder der Auftragspapiere..... 112
17 Haftung für die ordnungsmäßig eingezogenen Beträge 112
18 Anwendung von besonderen Bestimmungen des Hauptvertrags 112
19 Verzögerungen 112

Kapitel VII

Verschiedene Bestimmungen

Art. 20 Gebührenbezug 113
21 Am Postauftragsdienst teilnehmende Postanstalten.. 113
22 Anwendungen der allgemeinen Bestimmungen des Hauptvertrags 113
23 Annahme von Vorschlägen in der Zeit zwischen den Versammlungen 113

Schlußbestimmungen

Art. 24 Inkrafttreten und Dauer des Abkommens..... 114

Union postale universelle

Arrangement concernant les recouvrements

conclu entre

l'Albanie, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Chili, la République de Cuba, le Danemark, la Ville Libre de Dantzig, l'Égypte, l'Espagne, les Colonies Espagnoles, la France, l'Algérie, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Italie, l'ensemble des Colonies Italiennes, la Lettonie, la Lithuanie, le Luxembourg, le Maroc (à l'exclusion de la Zone Espagnole), le Maroc (Zone Espagnole), la Norvège, les Pays-Bas, les Indes Néerlandaises, les Colonies Néerlandaises en Amérique, la Pologne, le Portugal, les Colonies Portugaises de l'Afrique, les Colonies Portugaises de l'Asie et de l'Océanie, la Roumanie, la République de St-Marin, le Territoire de la Sarre, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Tunisie, la Turquie et les États-Unis de Vénézuela.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 3 de la Convention, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant :

CHAPITRE I

Disposition préliminaire

Article premier

Conditions de l'échange des valeurs à recouvrer

L'échange des valeurs à recouvrer, entre ceux des Pays contractants dont les Administrations conviennent d'établir ce service, est régi par les dispositions du présent Arrangement.

CHAPITRE II

Objet du service

Article 2

Valeurs admises à l'encaissement

Sont admis à l'encaissement les quittances, factures, billets à ordre, traites, coupons d'intérêt et de dividende, titres amortis, et généralement toutes valeurs commerciales ou autres, payables sans frais.

Les Administrations qui ne peuvent se charger de l'encaissement de coupons d'intérêt ou de dividende et de titres amortis le notifient aux autres Administrations par l'intermédiaire du Bureau international.

(Übersetzung)

Weltpostverein

Postauftragsabkommen

abgeschlossen zwischen

Albanien, Deutschland, Österreich, Belgien, Bolivien, Chile, der Republik Kuba, Dänemark, der Freien Stadt Danzig, Ägypten, Spanien, den spanischen Kolonien, Frankreich, Algerien, Griechenland, Ungarn, Island, Italien, der Gesamtheit der italienischen Kolonien, Lettland, Litauen, Luxemburg, Marokko (mit Ausschluß der spanischen Zone), Marokko (spanische Zone), Norwegen, den Niederlanden, Niederländisch Indien, den niederländischen Kolonien in Amerika, Polen, Portugal, den portugiesischen Kolonien in Afrika, den portugiesischen Kolonien in Asien und Ozeanien, Rumänien, der Republik San Marino, dem Saargebiet, dem Königreich der Serben, Kroaten und Slowenen, Schweden, der Schweiz, der Tschechoslowakei, Tunis, der Türkei und den Vereinigten Staaten von Venezuela.

Die Unterzeichneten, Bevollmächtigte der vorstehend aufgeführten Länder, haben auf Grund des Artikels 3 des Hauptvertrags im Einvernehmen miteinander und unter Vorbehalt der Ratifikation folgendes Abkommen abgeschlossen:

Kapitel I

Einleitende Bestimmung

Artikel 1

Bedingungen des Postauftragsverkehrs

Der Postauftragsverkehr zwischen denjenigen vertragschließenden Ländern, deren Verwaltungen die Einrichtung dieses Dienstes vereinbaren, unterliegt den Bestimmungen dieses Abkommens.

Kapitel II

Gegenstand des Dienstes

Artikel 2

Zur Einlösung zugelassene Wertpapiere

Zur Einlösung sind zugelassen: Quittungen, Rechnungen, Anweisungen, Wechsel, Zins- und Dividendenscheine, abgelaufene Wertpapiere und überhaupt alle Handels- und sonstigen Wertpapiere, die ohne Kosten zahlbar sind.

Die Verwaltungen, die sich mit der Einlösung von Zins- oder Dividendenscheinen und von abgelaufenen Wertpapieren nicht befassen können, teilen dies den anderen Verwaltungen durch Vermittlung des Internationalen Büros mit.

Article 3

Protêts

Les Administrations peuvent se charger de faire protester les effets de commerce et de faire exercer des poursuites judiciaires au sujet de créances Elles arrêtent, d'un commun accord, les dispositions nécessaires à cet effet.

Artikel 3

Proteste

Die Verwaltungen können Handelspapiere protestieren lassen und bei Schuldforderungen ein gerichtliches Verfahren herbeiführen. Sie vereinbaren die erforderlichen Bestimmungen.

CHAPITRE III

Dépôt des valeurs à recouvrer

Article 4

Énoncé du montant des valeurs

Sauf arrangement contraire, le montant des valeurs à recouvrer est exprimé dans la monnaie du Pays chargé du recouvrement.

Kapitel III

Annahme der Postaufträge

Artikel 4

Angabe des Betrags der Postauftragspapiere

Der Betrag der einzulösenden Auftragspapiere ist vorbehaltlich abweichender Vereinbarung in der Währung des Landes anzugeben, das mit der Einziehung beauftragt wird.

Article 5

Dépôt des valeurs. Taxe de l'envoi

Le dépôt des valeurs à recouvrer est fait sous forme d'envoi recommandé affranchi, adressé directement par le déposant au bureau de poste chargé d'encaisser les fonds.

La taxe de l'envoi ne doit pas dépasser celle d'une lettre recommandée du même poids.

Artikel 5

Einlieferung. Gebühr für den Postauftragsbrief

Die einzulösenden Wertpapiere sind in einem freigemachten Einschreibbrief einzuliefern, den der Absender unmittelbar an die mit der Einziehung beauftragte Postanstalt zu richten hat.

Die Gebühr für den Postauftragsbrief darf die Gebühr für einen Einschreibbrief von demselben Gewicht nicht überschreiten.

Article 6

Nombre et montant maximum des valeurs

1. — Le même envoi peut contenir plusieurs valeurs recouvrables par le bureau destinataire sur des débiteurs différents, au profit d'une même personne.

Toutefois, ces valeurs ne peuvent être assignées sur plus de cinq débiteurs différents, ni être encaissables à différents jours d'échéance.

2. — Le montant total à encaisser ne doit pas excéder par envoi le maximum admis par le Pays de destination pour l'émission des mandats de poste, à moins que les Administrations n'adoptent, d'un commun accord, un maximum plus élevé.

Artikel 6

Zahl und Meistbetrag der Postauftragspapiere

1. Eine Sendung darf mehrere einzulösende Wertpapiere enthalten, deren Beträge durch die Bestimmungs-Postanstalt von verschiedenen Schuldnern zugunsten derselben Person einzuziehen sind.

Die Papiere dürfen indes für höchstens fünf verschiedene Schuldner bestimmt sein und keine verschiedenen Fälligkeitstage aufweisen.

2. Der Gesamtbetrag der einzulösenden Papiere darf für den einzelnen Auftragsbrief den im Bestimmungsland für Postanweisungen zugelassenen Meistbetrag nicht übersteigen, es sei denn, daß die Verwaltungen einen höheren Betrag vereinbart haben.

Article 7

Interdictions

Il est interdit :

a) de porter sur les valeurs des notes ne concernant pas l'objet du titre;

b) de joindre à ces valeurs des lettres ou des notes pouvant tenir lieu de correspondance entre le créancier et le débiteur ;

c) de consigner sur le bordereau d'expédition des annotations autres que celles que comporte sa contexture.

Artikel 7

Verbote

Es ist verboten,

a) auf den Papieren Angaben zu machen, die nicht zum Gegenstand gehören;

b) den Papieren Briefe oder Zettel beizufügen, die als Schriftwechsel zwischen Gläubiger und Schuldner dienen können;

c) auf dem Postauftragsvordruck andere Vermerke zu machen, als nach dem Vordruck zulässig sind.

CHAPITRE IV

Encaissement des valeurs

Article 8

Non-acceptation de payements partiels

Chaque valeur doit être payée intégralement et en une seule fois, sinon elle est considérée comme refusée.

Article 9

Droits d'encaissement et de présentation

1. — L'Administration chargée du recouvrement prélève sur le montant de chaque valeur recouvrée un droit d'encaissement de 30 centimes.

2. — Toute valeur présentée à l'encaissement et non payée est passible d'un droit de présentation de 20 centimes.

Ne sont pas soumises à ce droit, les valeurs qui, par suite d'une irrégularité quelconque ou d'un vice d'adresse, sont renvoyées à l'expéditeur sans avoir été mises en recouvrement.

Article 10

Transmission du montant encaissé

1. — Les sommes encaissées se rapportant à un même envoi sont transmises au déposant au moyen d'un mandat de poste, après déduction:

a) du droit d'encaissement et, éventuellement, du droit de présentation afférent aux valeurs impayées;

b) s'il y a lieu, des droits fiscaux appliqués aux valeurs, et

c) de la taxe ordinaire des mandats de poste qui est calculée sur le total de la somme encaissée, déduction faite des rétributions et droits indiqués sous a) et b).

Les mandats de recouvrement sont admis jusqu'au montant maximum adopté par les Administrations en vertu de l'article 6, § 2.

2. — Les Administrations peuvent s'entendre sur un autre procédé pour la liquidation des sommes encaissées. Elles peuvent notamment se charger, dans des conditions à convenir, de les verser en compte courant postal dans le Pays de destination de l'envoi.

Article 11

Renvoi des valeurs non recouvrées

Les valeurs qui n'ont pu être recouvrées dans les délais fixés par le Règlement, et qui ne doivent pas être remises à un tiers désigné, sont renvoyées en franchise de port au bureau de dépôt.

Lorsqu'il n'y a pas de valeurs recouvrées ou que les sommes encaissées sont insuffisantes pour permettre la déduction intégrale des droits de présen-

Kapitel IV

Einlösung der Postauftragspapiere

Artikel 8

Unzulässigkeit von Teilzahlungen

Jedes Papier muß zum vollen Betrag und auf einmal eingelöst werden; andernfalls gilt es als verweigert.

Artikel 9

Einziehungs- und Vorzeigegebühren

1. Die Verwaltung, die die Beträge einzieht, erhebt von dem Betrag jedes eingelösten Papiers eine Einziehungsgebühr von 30 Centimen.

2. Jedes Papier, das bei der Vorzeigung nicht eingelöst wird, unterliegt einer Vorzeigegebühr von 20 Centimen.

Diese Gebühr wird nicht erhoben bei Papieren, die infolge irgendeiner Unregelmäßigkeit oder wegen eines Fehlers in der Aufschrift an den Absender zurückgesandt werden, ohne daß die Einlösung versucht worden ist.

Artikel 10

Übermittlung des eingezogenen Betrags

1. Die eingezogenen Beträge, die denselben Auftragsbrief betreffen, werden dem Auftraggeber mit einer Postanweisung übersandt nach Abzug

a) der Einziehungsgebühr und gegebenenfalls der Vorzeigegebühr für nicht eingelöste Papiere;

b) der etwa zur Erhebung gekommenen Stempelgebühren;

c) der gewöhnlichen Postanweisungsgebühr, die nach dem nach Abzug der Gebühren unter a und b verbleibenden Gesamtbetrag zu berechnen ist.

Postauftrags-Postanweisungen sind bis zu dem von den Verwaltungen nach Artikel 6 § 2 angenommenen Meistbetrag zugelassen.

2. Die Verwaltungen können für die Begleichung der eingezogenen Beträge auch ein anderes Verfahren vereinbaren. Insbesondere können sie sich dahin verständigen, eingezogene Beträge Postscheckkonten im Bestimmungsland des Auftrags zuzuführen.

Artikel 11

Rücksendung nicht eingelöster Postauftragspapiere

Papiere, die in der durch die Vollzugsordnung festgesetzten Frist nicht haben eingelöst werden können und die nicht an eine namentlich bezeichnete dritte Person weiterzugeben sind, werden gebührenfrei an die Aufgabe-Postanstalt zurückgesandt.

Wenn keine eingelösten Papiere vorliegen oder wenn die eingezogenen Beträge zur Deckung der gesamten Vorzeigegebühren nicht ausreichen, so werden diese Ge-

tation, ceux-ci sont réclamés à l'expéditeur de l'envoi. L'Administration chargée du recouvrement des valeurs n'est tenue à aucune mesure conservatoire, ni à aucun acte établissant le non-payement de ces titres.

CHAPITRE V

Retrait et rectifications. Réexpédition et renvoi. Réclamations

Article 12

Retrait des recouvrements. Rectification du bordereau

Aussi longtemps que le bureau destinataire d'un envoi contenant des valeurs à recouvrer ne s'est pas dessaisi de celles-ci, le déposant peut, aux conditions déterminées pour les correspondances par l'article 45 de la Convention, retirer l'envoi ou une ou plusieurs des valeurs y contenues, ou faire rectifier, en cas d'erreur, les indications du bordereau d'expédition.

Article 13

Réexpédition. Valeurs mal dirigées

1. — En cas de changement de résidence d'un ou de plusieurs des destinataires, les valeurs à recouvrer sont réexpédiées dans l'intérieur du Pays de destination. Il en est de même des valeurs à l'adresse de personnes habitant un endroit de la localité desservi par un autre bureau.

2. — Si un envoi est totalement composé de valeurs non encaissables par le bureau qui les reçoit, il est renvoyé au bureau d'origine, à moins que les débiteurs ne soient tous desservis par un autre bureau du Pays de destination, auquel cas il est dirigé sur ce bureau.

Lorsqu'une partie des valeurs insérées dans un envoi ne sont pas encaissables par le bureau destinataire, celles-ci sont renvoyées à l'expéditeur et il est procédé à la mise en recouvrement des autres valeurs.

3. — Il n'est perçu aucun supplément de taxe du chef de ces réexpéditions.

Article 14

Renvoi des valeurs irrécouvrables

Les valeurs qui n'ont pu être recouvrées pour un motif quelconque sont renvoyées au déposant dans la forme prévue par le Règlement.

Article 15

Réclamations

Les prescriptions de l'article 47 de la Convention sont applicables aux réclamations concernant les envois de valeurs à recouvrer.

bühren vom Absender des Postauftrags eingezogen. Die mit der Einlösung der Papiere beauftragte Verwaltung ist zu keiner Maßnahme der Rechtswahrung oder Feststellung der Nichtzahlung verpflichtet.

Kapitel V

Zurückziehen und Berichtigen von Postaufträgen. Nach- und Rücksendung. Nachfragen

Artikel 12

Zurückziehen von Postaufträgen. Berichtigen des Postauftragsvordrucks

Solange die Bestimmungs-Postanstalt die Auftragspapiere noch im Gewahrsam hat, kann der Auftraggeber unter den im Artikel 45 des Hauptvertrags für Briefsendungen festgesetzten Bedingungen die ganze Sendung oder eins oder mehrere der darin enthaltenen Papiere zurückziehen oder im Falle eines Irrtums die Angaben auf dem Postauftragsvordruck berichtigen lassen.

Artikel 13

Nachsendung. Unrichtig geleitete Postauftragspapiere

1. Bei Veränderung des Wohnorts eines oder mehrerer Empfänger werden die Auftragspapiere innerhalb des Bestimmungslandes nachgesandt. Dasselbe gilt von Auftragspapieren für Personen, die in einem einer anderen Postanstalt zugeteilten Ortsteil wohnen.

2. Ist keins der Auftragspapiere von der Bestimmungs-Postanstalt einzulösen, so wird die Sendung an die Aufgabeanstalt zurückgesandt, es sei denn, daß sämtliche Schuldner im Bereich einer anderen Postanstalt des Bestimmungslandes wohnen; in diesem Falle wird die Sendung an diese Postanstalt weitergegeben.

Ist ein Teil der in einer Sendung enthaltenen Auftragspapiere nicht von der Bestimmungs-Postanstalt einzulösen, so werden diese Papiere an den Absender zurückgesandt; die übrigen Papiere unterliegen dem Einlösungsverfahren.

3. Für die Nachsendung wird keine besondere Gebühr erhoben.

Artikel 14

Rücksendung der nicht einlösbaren Postauftragspapiere

Die Papiere, die aus irgendeinem Grunde nicht haben eingelöst werden können, werden in der durch die Vollzugsordnung vorgeschriebenen Weise an den Auftraggeber zurückgesandt.

Artikel 15

Nachfragen

Die Bestimmungen des Artikels 47 des Hauptvertrags gelten auch für Nachfragen nach Postaufträgen

CHAPITRE VI

Responsabilité. Mandats de recouvrement

Article 16

Responsabilité en cas de perte de l'envoi ou des valeurs

1. — La perte d'un envoi recommandé contenant des valeurs à recouvrer engage la responsabilité du service postal envers l'expéditeur dans les conditions déterminées pour les envois recommandés par les articles 50 et 51 de la Convention.

Il en est de même s'il s'agit de la perte d'un envoi contenant des valeurs impayées en retour.

2. — En cas de perte des valeurs après l'ouverture du pli qui les contient, soit au bureau chargé de l'encaissement, soit au bureau chargé de la restitution au déposant, l'Administration responsable n'est tenue de rembourser à l'expéditeur que le montant effectif du dommage causé, sans que ce montant puisse excéder celui de l'indemnité prévue au paragraphe 1 ci-dessus.

3. — Les dispositions des articles 53 à 57 de la Convention, qui ont trait à l'indemnité, s'appliquent aux envois de recouvrement.

Article 17

Garanties des sommes recouvrées régulièrement

Les sommes recouvrées régulièrement, déduction faite des taxes prévues à l'article 10, qu'elles aient été ou non converties en mandats de poste ou versées en compte courant postal, sont garanties à l'expéditeur des valeurs dans les conditions déterminées en faveur du déposant par l'Arrangement concernant les mandats de poste ou par les prescriptions régissant le service des chèques et virements postaux.

Article 18

Application de dispositions spéciales à la Convention

Les dispositions des articles 62 à 67 de la Convention, qui ont trait aux envois contre remboursement, sont applicables aux recouvrements en ce qui concerne les indemnités et sommes à payer, les délais de payement, le recours contre l'Office responsable et les mandats de recouvrement.

Article 19

Cas de retard

Les Administrations ne sont tenues à aucune responsabilité du chef de retards:

a) dans la transmission ou dans la présentation des valeurs à recouvrer;

b) dans la liquidation des sommes encaissées;

Kapitel VI

Verantwortlichkeit. Postauftrags-Postanweisungen

Artikel 16

Verantwortlichkeit bei Verlust des Postauftragsbriefs oder der Auftragspapiere

1. Bei Verlust eines Einschreibbriefs mit Postauftragspapieren haftet die Post dem Absender unter den in den Artikeln 50 und 51 des Hauptvertrags für Einschreibsendungen festgesetzten Bedingungen.

Dasselbe gilt bei Verlust einer zurückgehenden Sendung mit nicht eingelösten Papieren.

2. Gehen Papiere nach der Öffnung des Auftragsbriefs verloren, sei es bei der mit der Einziehung beauftragten Postanstalt, sei es bei der Postanstalt, der die Rückgabe an den Auftraggeber obliegt, so hat die verantwortliche Verwaltung dem Absender nur den wirklich erlittenen Schaden zu vergüten. Der Ersatzbetrag darf indes die im vorstehenden § 1 vorgesehene Entschädigung nicht übersteigen.

3. Die Bestimmungen der Artikel 53 bis 57 des Hauptvertrags über die Entschädigung gelten auch für Postauftragsbriefe.

Artikel 17

Haftung für die ordnungsmäßig eingezogenen Beträge

Für die ordnungsmäßig eingezogenen Beträge abzüglich der im Artikel 10 vorgesehenen Gebühren wird dem Absender der Auftragspapiere nach denselben Bedingungen Gewähr geleistet, wie sie nach dem Postanweisungsabkommen oder den Vorschriften über den Postscheck- und Überweisungsverkehr zugunsten der Einzahler von Beträgen getroffen sind. Es macht hierbei keinen Unterschied, ob die Beträge bereits auf Postanweisung eingezahlt oder einem Postscheckkonto zugeführt worden sind oder nicht.

Artikel 18

Anwendung von besonderen Bestimmungen des Hauptvertrags

Für die Entschädigung, die Zahlung, die Zahlungsfristen, den Rückgriff auf die verantwortliche Verwaltung und die Postauftrags-Anweisungen gelten bei Postaufträgen die Bestimmungen der Artikel 62 bis 67 des Hauptvertrags über Nachnahmesendungen.

Artikel 19

Verzögerungen

Die Verwaltungen sind nicht verantwortlich für Verzögerungen:

a) bei Beförderung oder Vorzeigung der Auftragspapiere;

b) bei Abwicklung der eingezogenen Beträge;

c) dans l'établissement du protêt ou dans l'exercice des poursuites judiciaires dont elles se seraient chargées par application des dispositions de l'article 3.

c) bei der Protesterhebung oder dem gerichtlichen Verfahren, soweit sie sich damit auf Grund der Vorschriften des Artikels 3 befassen.

CHAPITRE VII

Dispositions diverses

Article 20

Attribution des taxes

La taxe d'un envoi contenant des valeurs à recouvrer ainsi que les droits d'encaissement et de présentation ne donnent lieu à aucun décompte entre les Offices intéressés.

Article 21

Bureaux participant au service

Les Administrations doivent admettre au service des recouvrements tous les bureaux chargés du service des mandats de poste internationaux.

Article 22

Application des dispositions d'ordre général de la Convention

Les dispositions d'ordre général qui figurent aux titres I et II de la Convention sont applicables au présent Arrangement à l'exception, toutefois, des prescriptions faisant l'objet de l'article 7.

Article 23

Approbation des propositions faites dans l'intervalle des réunions

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des réunions (art. 18 et 19 de la Convention) doivent réunir:

a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions on de la modification des dispositions des articles 1 à 17, 19, 20, 23 et 24 de l'Arrangement et 1, 2, 3, 4, 6, 7, 9, 11, 12, 13, 14 et 18 de son Règlement;

b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions de l'Arrangement autres que celles mentionnées à l'alinéa précédent et des articles 8, 10 et 15 du Règlement;

c) la majorité absolue, s'il s'agit de la modification des autres articles du Règlement ou de l'interprétation des dispositions de l'Arrangement et de son Règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage.

Kapitel VII

Verschiedene Bestimmungen

Artikel 20

Gebührenbezug

Über die Gebühr für den Postauftragsbrief und über die Einziehungs- und Vorzeigegebühren wird zwischen den beteiligten Verwaltungen nicht abgerechnet.

Artikel 21

Am Postauftragsdienst teilnehmende Postanstalten

Die Verwaltungen müssen zum Postauftragsdienst alle Postanstalten zulassen, die am Postanweisungsverkehr mit dem Ausland teilnehmen.

Artikel 22

Anwendung der allgemeinen Bestimmungen des Hauptvertrags

Die allgemeinen Bestimmungen in den Abschnitten I und II des Hauptvertrags gelten mit Ausnahme der Bestimmungen des Artikels 7 auch für dies Abkommen.

Artikel 23

Annahme von Vorschlägen in der Zeit zwischen den Versammlungen

Die Vorschläge, die in der Zeit zwischen den Versammlungen eingebracht werden (Art. 18 und 19 des Hauptvertrags) gelten als angenommen, wenn sie erhalten:

a) Einstimmigkeit bei Aufnahme neuer Bestimmungen oder bei Änderung von Bestimmungen der Artikel 1 bis 17, 19, 20, 23 und 24 des Abkommens und 1, 2, 3, 4, 6, 7, 9, 11, 12, 13, 14 und 18 seiner Vollzugsordnung;

b) zwei Drittel der Stimmen bei Änderung anderer als der im vorangehenden Absatz genannten Bestimmungen des Abkommens und bei Änderung der Artikel 8, 10 und 15 der Vollzugsordnung;

c) einfache Stimmenmehrheit bei Änderung der anderen Artikel der Vollzugsordnung oder bei Auslegung der Bestimmungen des Abkommens und seiner Vollzugsordnung; ein Streitfall, der schiedsgerichtlicher Entscheidung unterliegt, bleibt jedoch hiervon ausgenommen.

Dispositions finales

Article 24

Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1er octobre 1925 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Suède et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

Schlußbestimmungen

Artikel 24

Inkrafttreten und Dauer des Abkommens

Dieses Abkommen soll am 1. Oktober 1925 in Kraft treten und für unbestimmte Zeit gelten.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten der vorbezeichneten Länder dieses Abkommen in einem Stück unterzeichnet, das in dem Archiv der schwedischen Regierung niedergelegt und von dem jedem Teile eine Abschrift zugestellt werden wird.

Geschehen zu Stockholm, am 28. August 1924.

Pour l'Albanie:
David Bjurström

Pour l'Allemagne:
W. Schenk
K. Orth

Pour l'Autriche:
Julius Juhlin
Gustaf Kihlmark
Gunnar Lager
Thore Wennqvist

Pour la Belgique:
A. Pirard
Hub. Krains
O. Schockaert

Pour la Bolivie:
Mto. Urriolagoitia H

Pour le Chili:
César Leon
L. Tagle Salinas
C. Verneuil

Pour la République de Cuba:
José D. Morales Diaz
César Carvallo

Pour le Danemark:
C. Mondrup
Holmblad

Pour la Ville Libre de Dantzig:
Dr. Alfred Wysocki
Dr. Marjan Blachier

Pour l'Égypte:
H. Mazloum
E. Maggiar
Wahbé Ibrahim

Pour l'Espagne:
El Conde de San Esteban de Cañongo
José Moreno Pineda
A. Camacho

Pour les Colonies Espagnoles:
Martin Vicente Salto

Pour la France:
M. Lebon
Robert Hicguet
A. Body
Douarche
G. Béchel

Pour l'Algérie:
H. Treuillé

Pour la Grèce:
Penthéroudakis
J. Lachnidakis

Pour la Hongrie:
O. de Fejér
G. Baron Szalay

Pour l'Islande:
C. Mondrup
Holmblad

Pour l'Italie:
Luigi Picarelli
Paolo Riello
Giovanni Bartoli

Pour l'ensemble des Colonies Italiennes:
Luigi Picarelli
Paolo Riello
Giovanni Bartoli

Pour la Lettonie:
Ed. Kadikis
Louis Rudans

Pour la Lithuanie:
I. Jurkunas-Scheynius
Adolfas Sruoga

Pour le Luxembourg:
Jaaques

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone Espagnole):
F. Gentil
Walter

Pour le Maroc (Zone Espagnole):
El Conde de San Esteban de Cañongo
José Moreno Pineda
A. Camacho

Pour la Norvège:
Klaus Helsing
Oskar Homme

Pour les Pays-Bas:
Schreuder
J. S. v. Gelder
J. M. Lamers

Pour les Indes Néerlandaises:
I. J. Milborn
pour M. W. F. Gerdes Oosterbeek:
I. J. Milborn

Pour les Colonies Néerlandaises en Amérique:
I. J. Milborn
pour M. W. F. Gerdes Oosterbeek:
I. J. Milborn

Pour la Pologne:
Dr. Alfred Wysocki
Dr. Marjan Blachier

Pour le Portugal:
Henrique Mousinho d'Albuquerque
Adalberto da Costa Vaiga

Pour les Colonies Portugaises de l'Afrique:
Juvenal Elvas Floriado Santa Barbara

Pour les Colonies Portugaises de l'Asie et de l'Océanie:
Joaquim Pires Ferreira Chaves

Pour la Roumanie:
George Lecca

Pour la République de St-Marin:
Percival Kalling

Pour le Territoire de la Sarre:
P. Courtilet

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
Dragutin Dimitrijević
Sava Tutundžić
Miloš Kovačević
Stojša Krbavac

Pour la Suède:
Julius Juhlin
Gustaf Kihlmark
Gunnar Lager
Thore Wennqvist

Pour la Suisse:
P. Dubois
C. Roches

Pour la Tchécoslovaquie:
JuDr. Otokar Růžička
Joseph Zábrodský

Pour la Tunisie:
F. Gentil
Barbarat

Pour la Turquie:
pour Mehmed Sabry:
Béha Taly
Béha Taly

Pour les États-Unis de Vénézuela:
Luis Alejandro Aguilar.

Union postale universelle

Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques

Table des matières

CHAPITRE I

Disposition préliminaire

Art. 1 Conditions de l'établissement du service des abonnements ... 117

CHAPITRE II

Conditions d'abonnement. Taxes

Art. 2 Souscriptions ... 117
3 Prix de livraison ... 118
4 Prix d'abonnement ... 118
5 Changements de prix ... 118
6 Imprimés encartés ... 118
7 Périodes d'abonnement. Abonnements demandés tardivement ... 119
8 Continuation des abonnements en cas de cessation du service ... 119
9 Abonnements recueillis directement par les éditeurs 119

CHAPITRE III

Réexpédition. Réclamations. Responsabilité

Art. 10 Réexpédition ... 119
11 Réclamations ... 120
12 Responsabilité ... 120

CHAPITRE IV

Comptabilité

Art. 13 Attribution des taxes ... 120
14 Comptes ... 120

CHAPITRE V

Dispositions diverses

Art. 15 Bureaux d'échange ... 120
16 Application des dispositions d'ordre général de la Convention ... 121
17 Approbation des propositions faites dans l'intervalle des réunions ... 121

Dispositions finales

Art. 18 Mise à exécution et durée de l'Arrangement .. 121

(Übersetzung)

Weltpostverein

Postzeitungsabkommen

Inhaltsverzeichnis

Kapitel I

Einleitende Bestimmung

Art. 1 Bedingungen des Postzeitungsverkehrs ... 117

Kapitel II

Bezugsbedingungen. Gebühren

Art. 2 Bestellungen ... 117
3 Lieferpreis ... 118
4 Bezugspreis ... 118
5 Preisänderungen ... 118
6 Außergewöhnliche Zeitungsbeilagen ... 118
7 Bezugszeiten. Verspätete Bestellungen ... 119
8 Aufrechterhaltung der laufenden Bezüge bei Einstellung des Dienstes ... 119
9 Verlagsstücke ... 119

Kapitel III

Nachsendung. Beschwerden. Verantwortlichkeit

Art. 10 Nachsendung ... 119
11 Beschwerden ... 120
12 Verantwortlichkeit ... 120

Kapitel IV

Abrechnung

Art. 13 Gebührenbezug ... 120
14 Rechnungen ... 120

Kapitel V

Verschiedene Bestimmungen

Art. 15 Auswechslungs-Postanstalten ... 120
16 Anwendung der allgemeinen Bestimmungen des Hauptvertrags ... 121
17 Annahme von Vorschlägen in der Zeit zwischen den Versammlungen ... 121

Schlußbestimmungen

Art. 18 Inkrafttreten und Dauer des Abkommens ... 121

Union postale universelle

Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques

conclu entre

l'Albanie, l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, la Bulgarie, le Chili, la République de Colombie, la République de Cuba, le Danemark, la Ville Libre de Dantzig, l'Égypte, l'Espagne, les Colonies Espagnoles, l'Esthonie, la Finlande, la France, l'Algérie, la Grèce, la République du Honduras, la Hongrie, l'Italie, l'ensemble des Colonies Italiennes, la Lettonie, la Lithuanie, le Luxembourg, le Maroc (à l'exclusion de la Zone Espagnole), le Maroc (Zone Espagnole), la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, les Colonies Portugaises de l'Afrique, les Colonies Portugaises de l'Asie et de l'Océanie, la Roumanie, la République de St-Marin, le Territoire de la Sarre, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Tunisie, la Turquie, l'Uruguay et les États-Unis de Vénézuela.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 3 de la Convention, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

CHAPITRE I

Disposition préliminaire

Article premier

Conditions de l'établissement du service des abonnements

Le service postal des abonnements aux journaux, entre ceux des Pays contractants dont les Administrations conviennent d'établir ce service, est régi par les dispositions du présent Arrangement.

Les écrits périodiques sont assimilés aux journaux au point de vue de l'abonnement.

CHAPITRE II

Conditions d'abonnement. Taxes

Article 2

Souscriptions

Les bureaux de poste de chaque Pays reçoivent les souscriptions du public aux journaux publiés dans les divers Pays contractants et dont les éditeurs ont accepté l'intervention de la poste dans le service international des abonnements.

(Übersetzung)

Weltpostverein

Postzeitungsabkommen

abgeschlossen zwischen

Albanien, Deutschland, der Argentinischen Republik, Österreich, Belgien, Bolivien, Bulgarien, Chile, der Republik Kolumbien, der Republik Kuba, Dänemark, der Freien Stadt Danzig, Ägypten, Spanien, den spanischen Kolonien, Estland, Finnland, Frankreich, Algerien, Griechenland, der Republik Honduras, Ungarn, Italien, der Gesamtheit der italienischen Kolonien, Lettland, Litauen, Luxemburg, Marokko (mit Ausschluß der spanischen Zone), Marokko (spanische Zone), Norwegen, den Niederlanden, Polen, Portugal, den portugiesischen Kolonien in Afrika, den portugiesischen Kolonien in Asien und Ozeanien, Rumänien, der Republik San Marino, dem Saargebiet, dem Königreich der Serben, Kroaten und Slowenen, Schweden, der Schweiz, der Tschechoslowakei, Tunis, der Türkei, Uruguay und den Vereinigten Staaten von Venezuela.

Die Unterzeichneten, Bevollmächtigte der vorstehend aufgeführten Länder, haben auf Grund des Artikels 3 des Hauptvertrags im Einvernehmen miteinander und unter Vorbehalt der Ratifikation folgendes Abkommen abgeschlossen:

Kapitel I

Einleitende Bestimmung

Artikel 1

Bedingungen des Postzeitungsverkehrs

Der Postzeitungsverkehr zwischen denjenigen vertragschließenden Ländern, deren Verwaltungen die Einrichtung dieses Dienstes vereinbaren, unterliegt den Bestimmungen dieses Abkommens.

Die Bezugsbedingungen gelten gleichmäßig für Zeitungen und Zeitschriften.

Kapitel II

Bezugsbedingungen. Gebühren

Artikel 2

Bestellungen

Die Postanstalten jedes Landes nehmen Bestellungen des Publikums auf die in den vertragschließenden Ländern erscheinenden Zeitungen an, soweit die Verleger sich mit dem Auslandsvertrieb ihrer Zeitungen durch Vermittlung der Post einverstanden erklärt haben.

Ils acceptent également les souscriptions à des journaux de tous autres Pays que certains Offices seraient en mesure de fournir.

Par application des dispositions de l'article 41, § 3, de la Convention, chaque Pays a le droit de ne pas admettre les abonnements aux journaux qui seraient exclus, sur son territoire, du transport ou de la distribution.

Article 3

Prix de livraison

Chaque Office fixe les prix auxquels il fournit aux autres Offices ses journaux nationaux et, s'il y a lieu, les journaux de toute autre origine.

Ces prix ne peuvent, dans aucun cas, être supérieurs à ceux qui sont imposés aux abonnés à l'intérieur, sauf addition, le cas échéant, des frais de transit et d'entrepôt que l'Office fournisseur doit payer aux Offices intermédiaires conformément aux dispositions de la Convention. Pour la fixation du prix de livraison, les frais de transit et d'entrepôt sont calculés d'avance à forfait, en prenant pour base le degré de périodicité combiné avec le poids moyen des journaux.

Article 4

Prix d'abonnement

1. — L'Office de destination convertit le prix de livraison en monnaie de son Pays. Si les Offices ont adhéré à l'Arrangement concernant les mandats, ils opèrent la conversion d'après le taux applicable aux mandats de poste, à moins qu'ils ne conviennent d'un taux moyen de conversion.

2. — L'Office de destination fixe le prix à payer par l'abonné, en ajoutant au prix de livraison telle taxe, droit de commission ou de factage qu'il juge utile d'adopter, mais sans que ces redevances puissent dépasser celles qui sont perçues pour ses abonnements à l'intérieur. Il y ajoute, en outre, le droit de timbre qui serait exigible en vertu de la législation de son Pays.

3. — Le prix d'abonnement est exigible au moment de la souscription et pour toute la période d'abonnement.

Article 5

Changements de prix

Les changements de prix doivent être notifiés à l'Administration centrale du Pays destinataire ou à un bureau spécialement désigné, au plus tard un mois avant le commencement de la période à laquelle ils se rapportent. Ils sont applicables aux abonnements qui sont souscrits pour cette période, mais n'ont pas d'effet sur les abonnements en cours au moment de la notification des nouveaux prix.

Article 6

Imprimés encartés

Les prix courants, prospectus, réclames, etc., encartés dans un journal, mais qui ne font pas partie intégrante de celui-ci, sont soumis à la taxe

Sie nehmen auch Bestellungen auf Zeitungen aller anderen Länder an, soweit einzelne Verwaltungen solche Zeitungen zu liefern in der Lage sind.

Gemäß den Bestimmungen des Artikels 41 § 3 des Hauptvertrags braucht kein Land Bestellungen auf Zeitungen anzunehmen, die von der Beförderung oder Zustellung auf seinem Gebiet ausgeschlossen sind.

Artikel 3

Lieferpreis

Jede Verwaltung setzt die Preise fest, zu denen sie den anderen Verwaltungen die Zeitungen des eigenen und gegebenenfalls jedes anderen Landes liefert.

Diese Preise dürfen in keinem Falle höher sein als die, die die Bezieher im Inland zu zahlen haben; es treten jedoch gegebenenfalls hinzu die Durchgangs- und Lagerkosten, die die liefernde Verwaltung den Zwischenverwaltungen nach den Bestimmungen des Hauptvertrags zu zahlen hat. Zur Festsetzung des Lieferpreises werden die Durchgangs- und Lagerkosten im voraus auf Grund der Häufigkeit des Erscheinens und des Durchschnittsgewichts der Zeitungen überschläglich berechnet.

Artikel 4

Bezugspreis

1. Die Verwaltung des Absatzlandes rechnet den Lieferpreis in ihre Währung um. Nehmen die Verwaltungen am Postanweisungsabkommen teil, so rechnen sie nach dem für Postanweisungen geltenden Verhältnis um, falls sie nicht ein mittleres Umrechnungsverhältnis verabreden.

2. Die Verwaltung des Absatzlandes setzt den Bezugspreis, den der Bezieher zu zahlen hat, fest, indem sie dem Lieferpreis die ihr gut scheinende Vergütung, Vermittlungs- oder Zustellgebühr hinzurechnet; diese Aufschläge dürfen jedoch die Sätze nicht überschreiten, die für den Zeitungsbezug im Inland erhoben werden. Gegebenenfalls tritt noch die nach der Gesetzgebung des Absatzlandes fällige Stempelgebühr hinzu.

3. Der Bezugspreis ist bei der Bestellung für die ganze Bezugszeit zu erheben.

Artikel 5

Preisänderungen

Preisänderungen müssen der Zentralverwaltung des Absatzlandes oder einer besonders bestimmten Dienststelle spätestens einen Monat vor Beginn der Bezugszeit, für die sie gelten sollen, bekanntgegeben sein. Sie gelten für die Bestellungen, die für diese Bezugszeit gemacht werden, werden aber auf die beim Eingang der Bekanntgabe der neuen Preise bereits laufenden Bezüge nicht angewandt.

Artikel 6

Außergewöhnliche Zeitungsbeilagen

Preisverzeichnisse, Anzeigen, Anpreisungen usw., die mit einer Zeitung versandt werden, aber keinen eigentlichen Bestandteil dieser Zeitung bilden, unterlie-